



Conseil municipal de la ville de Soorts- Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 9 juin 2023

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-trois, le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Mathieu PARAILLOUS, Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL
DU 9 JUIN 2023
18 HEURES 30 MINUTES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 9 juin 2023 à 18 heures 30**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 28 avril 2023

OPERATION ELECTORALE :

1. Désignation des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants pour les élections sénatoriales du 24 septembre 2023.

MARCHES PUBLICS :

2. Avenant au marché de public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique
3. Avenants à la délégation de service public et au contrat de bail pour la gestion du Sporting Casino.

AFFAIRES GÉNÉRALES :

4. Sporting-Casino : Prolongation de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard en cours de concession.
5. Demande de subventions dans le cadre des travaux de réhabilitation du Sporting Casino.
6. Catastrophe naturelle du 1^{er} mai 2023 à Tahiti - Aide exceptionnelle à la Commune jumelle de Taïarapu-Ouest

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

Décisions du maire :

Affaires Générales :

- Sollicitation d'aides financières pour la maîtrise d'œuvre relative à la mise en œuvre du réaménagement durable des plages océanes et lacustres d'Hossegor
- Occupations du domaine public : louages concessions secteur des Landais
- Reprise d'une concession au cimetière
- Défense des intérêts de la commune
- Convention de mise à disposition de logements communaux aux gendarmes
- Acte constitutif d'une régie d'avances pour la commande publique
- Clôture de la régie d'avances et de recettes du salon du livre

Marchés publics :

- Avenants au marché de travaux pour la réhabilitation du poste de Police Municipale

Soorts-Hossegor, le 2 juin 2023

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir à tous, alors ce soir il s'agit d'un conseil municipal rapide, en effet la date nous avait été imposée par décret pour désigner des élus, et administrés, dit grands électeurs pour aller voter le 24 septembre à Mont de Marsan à l'occasion des élections sénatoriales.

Nous procédons à l'appel nominal. Le quorum est atteint, la séance du conseil municipal du 9 juin 2023 est donc ouverte. Maëlle DUBOSC-PAYSAN est désignée comme secrétaire de séance.

OPERATION ELECTORALE :

1. Désignation des délégués des conseils municipaux et de leurs suppléants pour les élections sénatoriales du 24 septembre 2023.

Alors, pour le premier point et accord avec tous les Elus, une seule liste sera présentée, il s'agit d'une liste nommée « Soorts-Hossegor, tous ensemble », elle a été établie sur la base du volontariat et de la parité hommes/femmes. Nous allons procéder au passage à l'isoloir puis à l'urne pour voter. Nous devons donc désigner 15 représentants titulaires et 5 suppléants.

Après le dépouillement nous aurons 4 autres points à l'ordre du jour.

Les opérations de votes peuvent donc commencer.

Parfait.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2023

Délibération n°230609-001 : Désignation des délégués et de leurs suppléants pour les élections sénatoriales du 24 septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Mathieu PARAILLOUS, Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La circulaire IOMA2308397J du 30 mars 2023 et l'arrêté préfectoral n°2023-255 en date du 25 mai 2023, précisent que le renouvellement de la série 1 des sénateurs, aux termes de l'article L.O. 276 du code électoral, aura lieu le dimanche 24 septembre 2023 prochain dans les départements classés dans l'ordre minéralogique de l'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales, de l'Essonne au Val d'Oise ainsi qu'à Paris, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines.

Les conseillers municipaux sont donc impérativement convoqués le vendredi 9 juin 2023 pour désigner, au sein du collège électoral, les délégués et leurs suppléants qui seront chargés de procéder à l'élection des sénateurs le dimanche 24 septembre 2023 à Mont-de-Marsan.

Pour la commune de Soorts-Hossegor, le nombre de délégués est de 15 titulaires et de 5 suppléants.

Est candidate la liste paritaire Soorts-Hossegor tous ensemble au sein de laquelle :

- Sont candidats au poste de délégués titulaires :
 - Baudouin MERLET
 - Catherine CERIZAY-MONTAUT
 - Patrice BIANCONE
 - Véronique CAZAVANT
 - André JAKUBIEC
 - Caroline CHABRES DUC
 - Christophe VIGNAUD
 - Sandrine BOMPAS
 - Alain CLAVERIE
 - Myriam LANGLOIS
 - Lionel BARBERIS
 - Anne-Marie VILLEGER
 - Edouard DUPOUY
 - Muriel VIGNAUD
 - Michel VILLEGER
- Sont candidats au poste de délégués suppléants :
 - Mathilde VINTROU
 - Jean BELLOCQ
 - Maëlle DUBOSC-PAYSAN
 - Paul GONCALVES
 - Caroline CABANAC-ESCANDE

VU les articles L. 2121-15, L. 2121-16, L. 2121-17, L. 2121-18, L. 2121-26 et L. 2122-17 du code général des collectivités territoriales,

VU la circulaire IOMA2308397J du 30 mars 2023,

VU l'arrêté préfectoral °2023-255 en date du 25 mai 2023

CONSIDÉRANT qu'il convient de désigner 15 délégués titulaires et de 5 suppléants ;

CONSIDÉRANT la présence d'une seule liste paritaire dénommée Soorts-Hossegor tous ensemble,

***Après en avoir délibéré au scrutin secret,
Le Conseil Municipal a voté,***

- Liste Soorts-Hossegor tous ensemble : 23 voix
- Blancs : 0 voix
- Nuls : 0 voix

Sont donc désignés en tant que :

- délégués titulaires :

- Liste Soorts-Hossegor tous ensemble
 - Baudouin MERLET

- Catherine CERIZAY-MONTAUT
- Patrice BIANCONE
- Véronique CAZAVANT
- André JAKUBIEC
- Caroline CHABRES DUC
- Christophe VIGNAUD
- Sandrine BOMPAS
- Alain CLAVERIE
- Myriam LANGLOIS
- Lionel BARBERIS
- Anne-Marie VILLEGER
- Edouard DUPOUY
- Muriel VIGNAUD
- Michel VILLEGER

- délégués suppléants :

- Liste Soorts-Hossegor tous ensemble
 - Mathilde VINTROU
 - Jean BELLOCQ
 - Maëlle DUBOSC-PAYSAN
 - Paul GONCALVES
 - Caroline CABANAC-ESCANDE

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
 Au registre suivent les signatures,
 Pour extrait certifié conforme,
 A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 juin 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

MARCHES PUBLICS :

2. Avenant au marché de public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique

Deuxième point, il s'agit d'un avenant **au marché de public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique**

Nous avons lors d'un des derniers conseils municipaux, validé un marché à bon de commande pour le service de sécurité. Pour plus d'efficacité, nous avons convenu de le passer sur 56 mois afin de ne pas faire peser sur la durée effective du marché le temps nécessaire aux formalités administratives ; mais la préfecture qui suit nos délibérations nous a demandé de réduire ce marché de 56 à 48 mois. En effet nous n'avons pas le droit d'aller au-delà de 4 ans. Mais rien ne change concernant ce marché, mis à part la durée.

Avez-vous des observations à ce sujet ? Non, passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité, merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2023

Délibération n°230609-002 : Avenant au marché de public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique

L'an deux mille vingt-trois, le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Mathieu PARAILLOUS, Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Selon les dispositions de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, la durée d'un accord cadre ne peut dépasser 4 années. Le marché de prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique a été lancé pour une durée totale renouvellement compris de 56 mois détaillés comme suit :

- 48 mois pour la durée d'exécution des prestations du marché ;
- 8 mois supplémentaire de durée du marché afin de régler les formalités administratives.

À la suite d'un recours gracieux de la Préfecture des Landes préalable à déféré préfectoral reçu en mairie le 16 mai 2023, le conseil municipal doit se prononcer sur un projet d'avenant afin de régulariser la situation, en réduisant la durée du marché de 56 à 48 mois.

VU l'article L. 1414-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la commande publique,

VU la délibération relative au choix du candidat pour le marché public passé sous la forme d'un accord-cadre pour des prestations de surveillance des biens et de gardiennage sur la voie publique en date du 17 mars 2023,

VU le recours gracieux de Madame la Préfète des Landes reçu en mairie le 16 mai 2023,

CONSIDERANT l'avis favorable unanime de la commission d'appel d'offres réunie le 25 mai 2023,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant considéré, ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 juin 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

3. Avenants à la délégation de service public et au contrat de bail pour la gestion du Casino.

Point suivant, il s'agit d'avenants à la délégation de service public et au contrat de bail pour la gestion du Casino.

Afin de coordonner aux mieux les études afférentes au projet de réhabilitation du Sporting-Casino avec les futurs travaux ainsi qu'avec les différentes autorisations d'urbanisme, de jeux et la future délégation de service public, je propose, après avoir pris conseil auprès de la commission de délégation de service public, au Conseil Municipal de valider ces avenants qui permettront de prolonger la délégation de service public et le contrat de bail en cours de 4 mois, soit jusqu'au 29 février 2024.

La délégation de service public ayant une durée de 10 années, cet avenant ne modifiera que très substantiellement le contrat en cours et aura un impact financier sur la globalité de la délégation inférieur à 5%.

Comme vous allez voir par la suite sur l'autre délibération, on se cale avec les autorisations de jeux que le casino doit obtenir pour l'exploitation de l'établissement. C'est un sujet qui est en lien avec la Préfecture et la police des jeux. Avez-vous des remarques ou questions à ce sujet ?

Qui est pour, contre, qui s'abstient ? Unanimité, Parfait.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2023

Délibération n°230609-003 : Avenants à la délégation de service public et au contrat de bail pour la gestion du Casino

L'an deux mille vingt-trois, le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Mathieu PARAILLOUS, Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Par délibération en date du 26 juin 2013, la Collectivité a décidé de désigner la SA société d'exploitation Sporting Casino d'Hossegor pour la délégation de service public d'exploitation du casino municipal. Ainsi, le Déléataire est chargé de l'exploitation des activités de casino (jeux, bar, restauration, activités sportives, boîte de nuit).

Par délibération en date du 27 septembre 2013, les conditions de subdélégation ont été précisées par avenant n°1 au contrat de délégation de service public.

Par délibération en date du 13 mars 2014, un avenant n° 1 au contrat de bail a été établi (nouvelles modalités de paiement du loyer),

Par arrêté préfectoral en date du 30 mars 2017, le préfet des Landes a décidé la fermeture administrative de la discothèque Le 15, gérée par le Délégué.

Par délibération en date du 9 juin 2017, le retrait de l'activité discothèque du contrat de délégation de service public d'exploitation du casino municipal, à compter du 1^{er} juillet 2017, a été voté (avenant n°2) ainsi que la modification du montant du loyer (avenant n°2), découlant de ce retrait.

Par délibération en date du 19 juillet 2018, un avenant n°3 au contrat de délégation de service public d'exploitation du casino municipal et au contrat de bail a été voté par l'assemblée à la suite du retrait de la gestion par le délégataire de la gestion des tennis et du mini-golf.

Par délibération en date du 26 juin 2019, le délégataire SE Sporting-Casino d'Hossegor a été autorisé à exercer l'activité de PMU dans son enceinte. De plus, un avenant au contrat de bail a été signé afin que la Collectivité prenne en charge la moitié des frais des contrats de télésurveillance et de maintenance/télémaintenance de l'alarme intrusion du bâtiment

Aujourd'hui, monsieur le Maire précise qu'afin de coordonner aux mieux les études afférentes au projet de réhabilitation du Sporting-Casino avec les futurs travaux ainsi qu'avec les différentes autorisations d'urbanisme, de jeux et la future délégation de service public du Casino, il convient de l'autoriser à signer un avenant qui permettra de prolonger la délégation de service public en cours de 4 mois, soit jusqu'au 29 février 2024.

La délégation de service public ayant une durée de 10 années, cet avenant ne modifiera que très substantiellement le contrat en cours et aura un impact financier sur la globalité de la délégation inférieur à 5%.

VU l'article L. 1411-6 du Code Général des collectivités territoriales,

VU les articles R. 3135-8 et L.3135-1 du code de la commande publique,

VU la délibération en date du 26 juin 2013 décidant de retenir la société Sporting-Casino en tant que délégataire pour l'exploitation du service public du casino municipal,

VU la délibération en date du 26 juin 2013 autorisant le maire à signer le contrat de bail entre le délégataire (SA société d'exploitation Sporting-Casino) et la Commune,

VU le contrat de délégation de services publics et le contrat de bail afférent passés entre la SA société d'exploitation Sporting-Casino et la Commune de Soorts-Hossegor,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission de délégation de service public réunie le 25 mai 2023,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité,

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les avenants considérés à la délégation de service public et au contrat de bail, ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 juin 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

AFFAIRES GÉNÉRALES :

4. Sporting-Casino : Prolongation de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard en cours de concession.

Alors, il s'agit de la suite logique du point précédent, car à la suite de la validation des avenants prolongeant la délégation de service public en cours de 4 mois, nous devons nous prononcer sur la demande de renouvellement de l'autorisation de jeux en cours de concession du 1^{er} novembre 2023 au 29 février 2024.

Avez-vous des questions ? Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Unanimité, parfait.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2023

Délibération n°230609-004 : Sporting-Casino : Prolongation de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard en cours de concession

L'an deux mille vingt-trois, le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Mathieu PARAILLOUS, Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que l'autorisation d'exploitation des jeux, accordée par le ministère de l'Intérieur et le Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques à la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor, arrive à expiration le 31 octobre 2023.

L'article 7 de l'arrêté du 14 mai 2007 précise que « les demandes de renouvellement d'autorisation de jeux en cours de concession nécessitent l'avis du conseil municipal. »

VU l'arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos,

CONSIDÉRANT l'avenant n°5 de la Délégation de Services Publics (DSP) pour l'exploitation du Casino qui prolonge la durée de la DSP de 4 mois soit jusqu'au 29 février 2024.

***Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,***

ÉMET un avis favorable au renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard en cours de concession jusqu'au 29 février 2024.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 juin 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

5. Demande de subventions dans le cadre des travaux de réhabilitation du Sporting Casino.

Il s'agit d'une demande de subvention, et ce sujet vous a déjà été évoqué. Pour information nous avons le 21 juin rendez-vous avec la DRAC sur site, pour évaluer le bien fondé de notre projet et de définir le montant de sa subvention.

Nous allons bien entendu aller chercher d'autres financeurs comme la Région, le Département, la MACS...

Avez-vous des questions ? Passons au vote, Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2023

Délibération n°230609-005 : Sollicitation de subventions dans le cadre du projet de réhabilitation du Sporting Casino

L'an deux mille vingt-trois, le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Mathieu PARAILLOUS, Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle la nécessité et la volonté du conseil municipal de procéder à réhabilitation du Sporting-Casino, situé au 119 et 201 avenue Maurice Martin et 1306 avenue de Gaujacq à Soorts-Hossegor.

Le présent projet porte sur la restauration du Sporting-Casino, inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques depuis le 18 décembre 1991.

La réhabilitation porte sur les façades et toitures du Sporting Casino et les deux pavillons carrés, mur de clôture et sa pergola, portail, deux frontons, gradins, piscine ainsi que sur l'escalier central, salon-bar, salle de baccara et salle de restaurant et les décors.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu le Site Patrimonial Remarquable (SPR) approuvé le 28 juin 2018 ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1991 portant inscription au titre des Monuments Historiques des façades et toitures du Sporting-Casino, de deux pavillons carrés, du mur de clôture et sa pergola, du portail, des deux frontons, des gradins, de la piscine, de l'escalier central, du salon bar, de la salle de baccara et de la salle de restaurant avec leur décor du sporting Casino ;

Considérant que le terrain se situe en zone 2a du Site Patrimonial Remarquable ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du service de la DRAC en date du 09 mai 2023 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du service Accessibilité de la Préfecture des Landes en date du 07/03/2023 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du service SDIS Prévention en date du 06 avril 2023 ;

Vu les pièces complémentaires fournies en date du 1^{er} mars 2023 ;

Vu l'arrêté de permis de construire en date du 10 mai 2023 portant autorisation de restitution historique du Sporting-Casino ;

Vu les études préalables réalisées dans le cadre de la réhabilitation de ce monument ;

Vu la volonté du Conseil Municipal d'engager la réhabilitation du Sporting-Casino ;

Considérant la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

S'ENGAGE à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés pour le projet de réhabilitation du Sporting Casino auprès :

- de l'Union Européenne ;
- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 juin 2023,

Le Maire,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Christophe VIGNAUD

6. Catastrophe naturelle du 1^{er} mai 2023 à Tahiti - Aide exceptionnelle à la Commune jumelle de Taiarapu-Ouest

Alors, je ne vous refais pas l'historique de cette catastrophe qui a touché nos amis de Tahiti et surtout les communes avec lesquelles nous sommes jumelées. Il nous paraissait logique et normal de les aider et donc de faire un geste.

Nous avons validé cette somme pour aider nos amis tahitiens avec le CCAS mais pour des raisons juridiques il faut que le conseil municipal soit informé et m'autorise à verser cette aide exceptionnelle. 1M de Francs Pacifique, ce qui représente environ 8 300€ selon le taux de change.

Qui est pour, contre, s'abstient ? Unanimité, parfait, merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2023

Délibération n°230609-006 : Catastrophe naturelle du 1^{er} mai 2023 à Tahiti - Aide exceptionnelle à la Commune jumelle de Taiarapu-Ouest

L'an deux mille vingt-trois, le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Edouard DUPOUY a donné procuration à Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Myriam LANGLOIS, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Mathieu PARAILLOUS, Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le 10 mai 2022, la Commune de Soorts-Hossegor s'est jumelée avec la Commune de Taiarapu-Ouest à Tahiti qui regroupe les communes associées de Toahotu, Vairao et Teahupoo.

Les échanges notamment culturels, sportifs, environnementaux et économiques constituent le socle de ce jumelage.

Le 1^{er} mai 2023, une catastrophe naturelle est survenue sur le secteur de la Commune associée de Teahupoo. Des pluies torrentielles ont transformé la rivière Fauoro en torrent de boue, inondant les maisons riveraines.

56 foyers ont tout perdu ; Tahiti a lancé une cagnotte en ligne pour aider à tout reconstruire.

Afin que notre jumelage puisse prendre tout son sens et que nous puissions apporter notre soutien financier, il est proposé, en accord avec la Comptable Publique, de verser une aide exceptionnelle de 8 365 euros (1 million de francs pacifique).

VU la charte de jumelage signée le 10 mai 2022 entre la Commune de Soorts-Hossegor et la Commune de Taiarapu-Ouest ;

CONSIDÉRANT les besoins immédiats de la Commune jumelle suite à la catastrophe naturelle du 1^{er} mai 2023 ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le versement d'une aide exceptionnelle de 8 365 euros (1 million de francs pacifique) à la Commune de Taiarapu-Ouest.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette aide.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 juin 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

Décisions du maire :

Je vais vous donner lecture des décisions du Maire,

Affaires Générales :

- Sollicitation d'aides financières pour la maîtrise d'œuvre relative à la mise en œuvre du réaménagement durable des plages océanes et lacustres d'Hossegor

Décision du maire du 25 mai 2023

Objet : Sollicitation d'aides financières pour la maîtrise d'œuvre relative à la mise en œuvre du réaménagement durable des plages océanes et lacustres d'Hossegor

Monsieur le Maire rappelle que l'étude préalable Plan-Plage à Hossegor réalisée en 2021-2022 a permis de mettre en évidence les grands enjeux des plages de la Commune. À la suite de cette étude, la Commune et le GIP Littoral ont souhaité engager le réaménagement de 6 plages :

- les 2 plages océanes de la Côte Sauvage : Plage de la Gravière, Plage Naturiste ;
- les 4 plages lacustres : Plage du Parc, Plage Blanche, Plage des Chênes lièges, Plage du Rey ainsi que le tour du lac.

A la lecture des études déjà réalisées et du programme du marché de maîtrise d'œuvre, trois enjeux se distinguent :

- l'accueil du public ;
- la gestion des activités associées aux plages ;
- la gestion des flux dans une optique de favorisation des modes alternatifs à la voiture.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L. 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu les études préalables réalisés dans le cadre du Plan Plage,

Vu la volonté du Conseil Municipal d'engager le réaménagement des plages océanes de la Côte sauvage et lacustres.

Vu la décision du Maire 2022_03_66 en date du 25 novembre 2022 relative au choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre,

Considérant la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

DÉCIDE

Article 1 : De solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants engagés pour la maîtrise d'œuvre relative à la mise en œuvre du réaménagement durable des plages océanes et lacustres d'Hossegor auprès :

- de l'Etat ;
- de la Banque des Territoires ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

Selon le plan de financement détaillé ci-après :

Dépenses	Montant HT	Recettes		Montant HT
Maîtrise d'œuvre	130 363,00 €	Département	15%	19 554,45 €
		Etat	20%	26 072,60 €
		Région	30%	39 108,90 €
		Banque des territoires	15%	19 554,45 €
		Commune = autofinancement	20%	26 072,60 €
Total	130 363,00 €	Total		130 363,00 €

Article 2 : De signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

Article 3 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4: La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

- Occupations du domaine public : louages concessions secteur des Landais



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 27 avril 2023

Objet : Occupations du domaine public : louages

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

Considérant l'avis de la commission municipale « Développement économique – Espaces concédés »,

DÉCIDE

Article 1 :

De louer les concessions suivantes :

Place des Landais	M. Vincent Pascalín Kalimutxo
Place des Landais	M. Olivier Vergez La Maison Blanche
Place des Landais	Mme Véronique Betpouey Beach Break
Place des Landais	M. François Xavier Lecocq Rock Food
Place des Landais	Mme Stéphanie Pechereau O Hublot
Place des Landais	M. Andrew Brian Spain Buci Coolin
Place des Landais	M. Raphaël Saint André Café de la Plage
Place des Landais	M. Christian Galia Blue Bar
Place des Landais	M. Pierre Jean Estoup Waves Corner
Place des Landais	M. Antoine LECOT La Nord Hossegor
Place des Landais	M. Jérémie MALESYS Jerry Bike
Point d'Or	M. Laurent Duvernoy Le Beach Way
Point d'Or	Mme Sara DE FRUTOS Wakea

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor

Le Maire,
Christophe VIGNAUD

- Reprise d'une concession au cimetière



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 19 avril 2023

Objet : Reprise d'une concession trentenaire

Le Maire de Soorts-Hossegor,

vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 17 juillet 2020 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 8 « De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières. »,

Considérant la demande du 16 mars 2023 de la part de Monsieur BOULNOIS Claude-Pierre, habitant au 6 Impasse Emile Verhaeren 33700 MERIGNAC, de rétrocéder à la commune la concession trentenaire acquise par Madame BOULNOIS Marinette, concessionnaire de la concession, le 29 octobre 1993, Considérant que celui-ci a fait exhumer les défunts inhumés et que la concession se trouve donc vide de toute sépulture,

Considérant que la commune devra rembourser à monsieur BOULNOIS Claude-Pierre, un des ayants droit, la somme de 2.43 €, afin qu'elle dispose de ladite concession rétrocédée comme elle le souhaite,

DÉCIDE

Article 1 :

La concession funéraire dont monsieur BOULNOIS Claude-Pierre est un ayant droit, habitant 6 Impasse Emile Verhaeren 33700 MERIGNAC est rétrocédée à la commune au prix de 2.43 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette dépense seront inscrits au budget primitif de la Ville exercice 2023.

Article 3 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la Commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de la prochaine séance.

Article 4 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor, le 19 avril 2023 Le
Maire,

Christophe VIGNAUD

- Défense des intérêts de la commune

VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 22 mai 2023

Objet : Défense des intérêts de la commune

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 16 « le maire est chargé d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant le juge administratif en 1^{ère} instance, appel et cassation dans les domaines de l'urbanisme et des marchés publics, de se porter partie civile »,

Considérant la requête par les Consorts PONTEAU PARGADE et BALLARIN visant à l'annulation de l'arrêté municipal de permis de construire délivré le 16 septembre 2022 sous le numéro n°PC 4030422D0053

DÉCIDE

Article 1 :

De défendre les intérêts de la commune contre la requête introduite par les Consorts PONTEAU PARGADE et BALLARIN visant à l'annulation de l'arrêté municipal de permis de construire délivré le 16 septembre 2022 sous le numéro n°PC 4030422D0053.

Article 2 :

De désigner le cabinet ETCHE Avocats représenté par son gérant Maître Christophe MIRANDA, avocat à la cour, 26 allée Marine Politzer-64200 BIARRITZ pour représenter la commune dans cette instance.

Article 3 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

- Convention de mise à disposition de logements communaux aux gendarmes



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 23 mai 2023

Objet : Mise à disposition à titre gracieux de logements communaux dans le cadre d'un partenariat entre la commune et les forces de sécurité de l'Etat- logements situés au « Pignada » 520 avenue des forgerons - 40150 SOORTS-HOSSEGOR

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 Mai 2021 portant délégation d'attribution au Maire, notamment son article 5 en matière de révision et de louage de choses,

Considérant les besoins de la commune en matière de sécurité,

Considérant que les logements mis à disposition situés au « Pignada » -520 rue des forgerons- 40150 SOORTS-HOSSEGOR sont vacants ;

DÉCIDE

Article 1 : De mettre à disposition à titre gracieux des logements communaux vacants aux renforts de gendarmerie aux conditions suivantes et dates :

Du 1^{er} avril au 31 octobre :

Un immeuble « Le pignada » situé 520, avenue de Forgerons à SOORTS HOSSEGOR, comprenant 28 studios, un bureau et une buanderie pour une surface habitable totale de 579,50 m2, cadastrée : AP108/109/113P

Du 1^{er} novembre au 31 mars :

Un immeuble « Le pignada » situé 520, avenue de Forgerons à SOORTS HOSSEGOR, comprenant 13 studios, un bureau et une buanderie pour une surface habitable totale de 579,50 m2, cadastrée : AP108/109/113P

Article 2 : De signer les documents afférents à cette affaire.

Article 3 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

- Acte constitutif d'une régie d'avances pour la commande publique



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 24 mai 2023

Objet : Acte constitutif d'une régie d'avances pour la Commande publique de Soorts-Hossegor

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

vu la délibération n°210507-14 du conseil municipal en date du 7 mai 2021 autorisant le maire à créer (modifier ou supprimer) des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 23 mai 2023 ;

DECIDE

ARTICLE 1^{er}

Il est institué auprès de la commune de Soorts-Hossegor, une régie d'avances pour la Commande publique.

ARTICLE 2

La régie est installée à la Mairie — 18 Avenue de Paris — 40 150 Soorts-Hossegor.

ARTICLE 3

La régie est rattachée au budget principal de la commune de Soorts-Hossegor et fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 4

La régie paie les dépenses liées à la gestion de la commande publique et notamment les paiements en ligné du type abonnements, prestations diverses, fournitures et biens non payables par virement bancaires.

ARTICLE 5

Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants:

- Numéraire
- Carte bancaire
- Païement par internet

ARTICLE 6

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la trésorerie de Saint Vincent de Tyrosse, comptable assignataire.

ARTICLE 7

L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 8

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 15 000 €.

ARTICLE 9

Le régisseur verse auprès du comptable de Saint Vincent de Tyrosse, la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10

Le maire de Soorts-Hossegor et le comptable public assignataire de Saint Vincent de Tyrosse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 11

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,

Le Comptable public assignataire
Pascale Rivière,
Pour avis conforme,



Le Maire,
Christophe Vignaud



Centre des finances bp 54 publiques

121 avenue nationale
40230 ST.VINCENT DE TYROSSE

- Clôture de la régie d'avances et de recettes du salon du livre



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 25 mai 2023

Objet : Clôture de la régie d'avances et de recettes du Salon du livre de Soorts-Hossegor

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ; .

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux •comptables publics ;

Vu la délibération n°210507-14 du conseil municipal en date du 7 mai 2021 autorisant le maire à créer (modifier ou supprimer) des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 19 avril 1999 relative à la mise en place d'une régie d'avances et de recettes pour la gestion des dépenses et recettes du salon du livre ;

Vu la décision du maire n°2023 01 012 en date du 17 février 2023 créant une régie d'avances et recettes Evènementiel qui vient élargir à d'autres manifestations les activités jusque-là prises en charge par la régie d'avances et recettes du salon du livre ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 25/09/202-3

DECIDE

ARTICLE 1^{er}

La suppression de la régie d'avances et recettes n°30008 installée à la Mairie de Soorts-Hossegor pour la gestion de l'activité du Salon du Livre.

ARTICLE 2

La suppression de cette régie prendra effet au 31 décembre 2022.

ARTICLE 3

Il est mis fin aux fonctions du régisseur titulaire et du mandataire suppléant de la régie.

ARTICLE 4


Le maire de Soorts-Hossegor et le comptable public assignataire de Saint Vincent de Tyrosse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,

Le Comptable public assignataire
Pascale Rivière,
Pour avis conforme,



Le Maire,
Christophe Vignaud



Centre des finances bp 54 publiques

121 avenue nationale
40230 ST.VINCENT DE TYROSSE

Marchés publics :

- Avenants au marché de travaux pour la réhabilitation du poste de Police Municipale



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 17 mai 2023

Objet : Avenants au marché de travaux pour la réhabilitation du poste de Police Municipale

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la décision du maire en date du 5 juillet 2022 relative aux entreprises retenues pour la réhabilitation du poste de police municipale,

Vu la décision du maire en date du 15 juillet 2022 présentant les premiers avenants du marché de travaux pour la réhabilitation du poste de police municipale.

Considérant que, malgré une étude sur la présence de termites avant travaux il s'est avéré que la charpente était très abîmée

Considérant qu'après discussion avec le maître d'œuvre, un polissage du sol non inclus dans l'offre de départ a été demandé pour des facilités d'entretien

Considérant que les besoins puissance électrique actuels sont suffisants, mais que la maîtrise d'ouvrage a souhaité anticiper des besoins plus importants

DÉCIDE

Article 1 :

D'établir les avenants suivants :

Modification du marché conformément à l'article R 2194-2 et s. du code de la commande publique :

N° de l'avenant	N° Lot	Entreprise	Montant initial (H.T)	Avenant (H.T)	%
7	1	Tison & Gaillet	150 000 €	1 505,60 €	+1,00

8	3	Tison & Gaillet	95 000 €	952 €	+ 1,00
9	4	CBA 640	30 013,50 €	575€	+ 1,92
10	4	CBA 640	30 013,50 €	2 300.75	+ 7,67
11	7	Sud Atlantic Plâtrerie	41 986,84 €	3 170,87 €	+ 7,55
12	7	Sud Atlantic Plâtrerie	41 986,84 €	1 356,87 €	+ 3,23
13	9	Trioux	14 603,00 €	2 915,00 €	+ 19,96
14	10	Elec 64	55 967,41 €	2780,15 €	+ 4,97
15	11	Néonergies	45 330,43 €	- 69,47 €	- 0,15
16	11	Néonergies	45 330,43 €	1 198 €	+ 2,64

Soit une augmentation pour le lot n°1 de 16,94 % avec tous les avenants cumulés.

Soit une augmentation pour le lot n°3 de 1%

Soit une augmentation pour le lot n°4 de 9,59 %

Soit une augmentation pour le lot n°7 de 10,78 %

Soit une augmentation pour le lot n°9 de 19,96 %

Soit une augmentation pour le lot n°10 de 4,97 %

Soit une augmentation pour le lot n°11 de 2,49 %

Modification du marché conformément à l'article R 2194-8 du code de la commande publique

N° de l'avenant	N° Lot	Entreprise	Montant initial (H.T)	Avenant (H.T)	%
16	1	Tison & Gaillet	150 000 €	5 158,59 €	+3,44
17	1	Tison & Gaillet	150 000 €	2038,73 €	+1,36
18	1	Tison & Gaillet	150 000 €	2035,00 €	+ 1,35

Soit :

- Une augmentation pour le lot n°1 de 10,75 % avec tous les avenants cumulés.

Article 2 :

De signer les décisions de modification de travaux et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 :

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Christophe VIGNAUD :

Voilà, notre conseil est terminé pour ce soir, nous nous retrouvons jeudi 22 juin 2023 à 19h00, il était prévu initialement au 23 mais en raison de la tenue d'un évènement au kiosque nous avons décidé de l'avancer. Je vous souhaite une agréable soirée.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 juin 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD